

Entre juste part et équité fiscale : une question d'équilibre



Craig Alexander
Premier vice-président et économiste en chef
Groupe Banque TD



Peter van Dijk
Premier vice-président et chef,
Fiscalité Groupe Banque TD

En 1927, le juge de la Cour suprême Oliver Wendell Holmes déclarait que « les impôts sont le prix à payer pour une société civilisée. » Les gens raisonnables partagent son opinion. Cependant, comme c'est souvent le cas, tout est une question d'équilibre. En effet, des taux d'imposition excessifs ont un coût social, car ils freinent la croissance économique. Par ailleurs, la nature et la pondération des mesures fiscales sont également importantes, parce que les divers impôts et taxes n'ont pas tous le même effet sur les moteurs de l'économie. Les décisions en matière de fiscalité, c'est-à-dire comment, quoi et qui taxer, sont extrêmement importantes pour que la société civilisée soit financée au moindre coût possible.

De nos jours, le concept d'équité fiscale retient l'attention du public aux quatre coins du monde. Les gens raisonnables conviennent que tout le monde doit payer sa juste part. De nombreuses manchettes et de nombreux blogs soulèvent la question de savoir si les multinationales paient suffisamment d'impôts. Le sujet suscite des débats musclés et, à ce titre, mérite une analyse approfondie. Pour déterminer ce qui constitue un régime fiscal équitable, il faut impérativement tenir compte de l'effet de l'impôt sur les bénéfices des sociétés sur les moteurs de la croissance économique et de la prospérité.

Stimulée en partie par l'intérêt public pour le profil fiscal des multinationales et avec l'appui résolu du G8, l'OCDE a entrepris un projet important pour répondre aux inquiétudes des gouvernements concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices. Nous

saluons ce projet, car il servira de forum de discussion mondial sur l'efficacité des politiques fiscales internationales actuelles et sur les changements potentiels qui auraient d'importantes répercussions sur le commerce et les investissements transfrontaliers. Cependant, les stratégies du G8 et de l'OCDE auraient tort de se limiter au seul examen des problèmes et des solutions liés à l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Au contraire, ils doivent privilégier une démarche globale, en réfléchissant à la combinaison idéale de prélèvements fiscaux (impôt sur les sociétés et autres types d'impôts) pour mieux répondre aux besoins fiscaux des gouvernements tout en favorisant la croissance économique, la prospérité et la reprise mondiale.

Pour stimuler l'emploi et favoriser les investissements, de nombreux pays acceptent un taux d'imposition des sociétés plus bas, mais ils peuvent alors compter sur des recettes fiscales autres que celles provenant des sociétés.

Les stratégies veulent améliorer la qualité de vie et assurer le mieux-être des citoyens en attirant les investissements directs étrangers, en encourageant les investissements intérieurs et l'entrepreneuriat, et en offrant des incitatifs pour la création d'emploi. Les politiques gouvernementales visant à stimuler l'investissement, l'emploi et l'entrepreneuriat se traduisent souvent par un taux d'imposition des sociétés plus bas, des provisions pour amortissement accéléré, des crédits d'impôt des sociétés et d'autres incitations fiscales. L'activité économique accrue qui résulte de telles politiques d'action sur l'offre donne souvent lieu à une hausse des recettes provenant de l'impôt

sur le revenu des particuliers, des cotisations sociales, des taxes à la consommation et de l'impôt foncier, ce qui compense en tout ou en partie les effets du taux d'imposition des sociétés réduit.

Dans une économie mondiale, l'impôt sur les bénéfices des sociétés est de plus en plus supporté par les travailleurs.

Devant la mobilité accrue des capitaux à l'échelle internationale, des analyses récentes du fardeau fiscal des sociétés révèlent qu'un important pourcentage de l'impôt sur le revenu des sociétés est supporté par des individus autres que les détenteurs de capitaux. Tout comme les effets positifs qu'ont de nombreuses incitations fiscales sur les emplois, le revenu personnel et l'économie en général, les effets négatifs du taux d'imposition des sociétés se répercutent dans l'économie d'un pays. Les entreprises, notamment celles dont le siège social se trouve à l'étranger, ont moins d'intérêt à faire des investissements dans un pays dont le taux d'imposition des sociétés est élevé. La diminution des investissements des entreprises a pour effet de réduire les possibilités d'emploi, de limiter le capital-actions et de freiner la croissance de la productivité, source principale de croissance du revenu national qui, lui, influe sur les salaires.

L'impôt sur les bénéfices des sociétés nuit davantage à la croissance économique que les autres types d'impôt.

Une récente analyse de l'OCDE montre que l'impôt sur les bénéfices des sociétés est plus susceptible de freiner la croissance économique d'un pays



que les autres types d'impôt. En effet, l'impôt sur les bénéfices des sociétés a pour effet de réduire le rendement du capital après impôt, ralentissant ainsi le taux d'accumulation du capital, ce qui diminue la productivité, y compris la productivité du travail. La double imposition des bénéfices sur les actions des sociétés pour les entreprises et les actionnaires crée un impôt supplémentaire sur l'épargne et l'investissement.

Par rapport aux recettes tirées de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, les coûts économiques qui y sont associés sont importants.

Le ralentissement de l'économie causé par l'imposition excessive des sociétés est significatif par rapport aux recettes réellement perçues. Un taux d'imposition des sociétés plus bas corrige les distorsions économiques ainsi engendrées, car il existe un lien exponentiel entre celles-ci et les taux d'imposition marginaux. Cependant, les coûts d'observation supportés par les contribuables constitués en sociétés et les coûts d'administration de la fiscalité supportés par les gouvernements demeurent élevés. Ces coûts d'observation peuvent être particulièrement onéreux, proportionnellement, pour les petites et moyennes entreprises, celles-là mêmes qui contribuent à créer des emplois dans la plupart des économies.

Une réforme réelle permettrait de diminuer les coûts économiques de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

De plus, il n'est pas nécessaire d'éliminer celui-ci pour améliorer la croissance économique, diminuer les distorsions économiques et réduire la complexité fiscale de façon notable. La réforme du système permettrait d'atténuer les effets négatifs de l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Un récent rapport de l'OCDE soulignait plusieurs mesures fondamentales intéressantes, dont l'intégration de l'imposition des particuliers et des sociétés, l'adoption d'une

taxe sur le flux de trésorerie des sociétés et une déduction pour fonds propres d'une société.

Pour aller de l'avant avec la réforme de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, il faut reconnaître que de plus en plus d'entités non constituées en société, comme des sociétés de personnes et des fiducies, touchent des revenus. Une réforme fiscale devrait tenir compte de ces entités.

Parce que les bénéfices peuvent être générés autrement que par une entreprise de structure conventionnelle, les gouvernements doivent se pencher sur l'effet des entités non constituées en société sur l'assiette de l'impôt des sociétés. En imposant les bénéfices tirés des activités de tous les types d'entreprises, sans égard à leur structure, les gouvernements pourraient recueillir davantage de recettes fiscales, créer des règles du jeu équitables et diminuer les effets négatifs sur leur économie.

Le G8 et l'OCDE doivent saisir l'occasion pour étendre la discussion mondiale sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices au-delà du cadre actuel qui se limite à l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

Il est essentiel que les stratégies envisagent l'environnement fiscal mondial dans une perspective plus large et qu'ils explorent plusieurs dimensions (économie, politique et recettes) lorsqu'ils examineront la gamme d'approches fiscales qui s'offrent aux gouvernements pour financer la société civilisée. C'est la clé pour assurer l'équité fiscale et favoriser la prospérité.